

Évolutions monétaires à Mayotte au 30 septembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le Produit intérieur brut (PIB) en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Euro système pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8 % en 2014, de 1,0 % en 2015 et de 1,5 % en 2016.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2,0 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

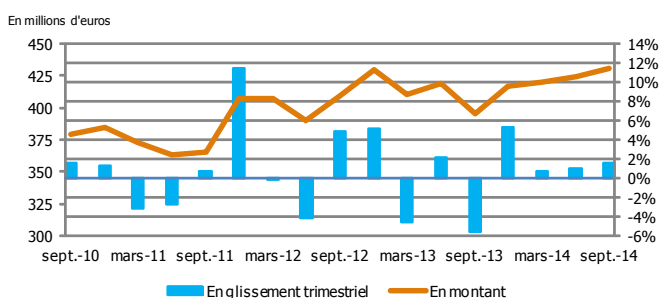
UNE SITUATION FINANCIÈRE STABLE AU TROISIÈME TRIMESTRE

Dans un contexte économique incertain qui se traduit par des variations hésitantes de l'Indice du climat des affaires (ICA) qui évolue autour de sa moyenne de longue période, l'activité bancaire de la place progresse légèrement au troisième trimestre 2014. Comme au deuxième trimestre, la collecte d'actifs croît légèrement tandis que l'on constate une quasi-stagnation des crédits accordés aux agents économiques.

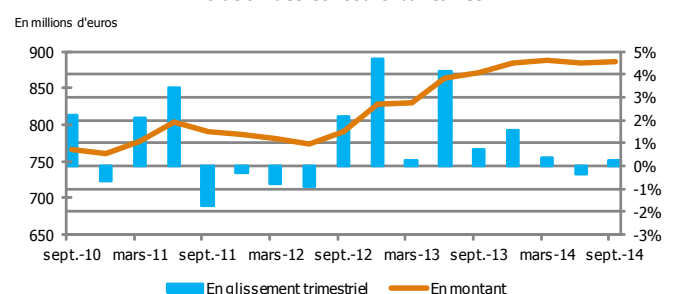
Après un fléchissement au deuxième trimestre, l'**encours sain de crédits** alloués à l'économie augmente légèrement et s'établit à 834,6 millions d'euros sur le trimestre (+0,1 % après -0,3 % au 30 juin 2014). La hausse des crédits accordés aux ménages (+1,6 %) ainsi qu'aux collectivités locales (+2,6 %) tend à soutenir l'activité de financement tandis que les concours octroyés aux entreprises se contractent sur la période (-2,4 %, soit -8,6 millions d'euros).

Avec une augmentation de 1,6 % sur le trimestre, la **collecte d'actifs** connaît un nouveau record sur l'année et s'établit à 430,4 millions d'euros au 30 septembre 2014, contre 423,7 millions en juin. La vive croissance des dépôts à vue des autres agents (+11,4 %) et des placements liquides ou à court terme des entreprises (+10,4 %) contribue favorablement à cette embellie. Au cours des douze derniers mois, l'épargne collectée croît de 8,8 % contre 1,2 % le trimestre précédent.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE HAUSSE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Un recul des crédits aux entreprises qui se confirme

Après des baisses successives au premier et au deuxième trimestre (respectivement -0,2 % et -1,2 %), **l'encours sain des crédits accordés aux entreprises** se contracte de nouveau à fin septembre 2014 (-2,4 %) pour s'établir à 344,7 millions d'euros. Sa progression annuelle reste cependant soutenue (+1,9 %, soit +6,3 millions d'euros, contre +1,5 % en Métropole).

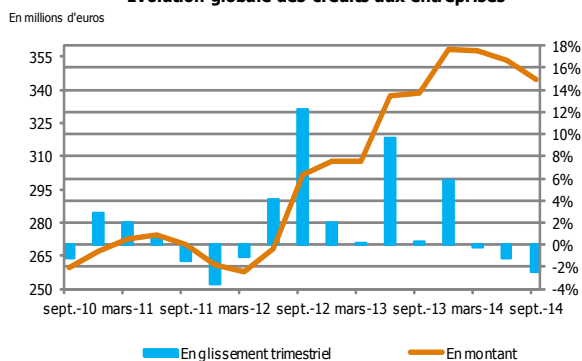
Les **crédits d'investissements**, qui représentent 73,7 % des crédits accordés aux entreprises au troisième trimestre (contre 74,5 % au deuxième), se replient pour la première fois depuis décembre 2012 et s'établissent à 253,9 millions d'euros au 30 septembre (-3,5 %). Sur un an, ils progressent tout de même de 3,3 % (+8,2 millions d'euros) grâce à la hausse des crédits à l'équipement (+3,0 %).

Dans la continuité des trimestres précédents, **les crédits d'exploitation**, qui ne représentent plus que 7,4 % du total des crédits (contre respectivement 9,3 % et 7,6 % en mars et juin 2014), continuent de se réduire sur trois mois, mais dans une moindre mesure (-5,9 %, soit -1,6 million d'euros). Totalisant un encours de 25,4 millions d'euros, ils atteignent leur plus bas niveau depuis juin 2007 et chutent de 30,8 % sur un an (-11,3 millions d'euros).

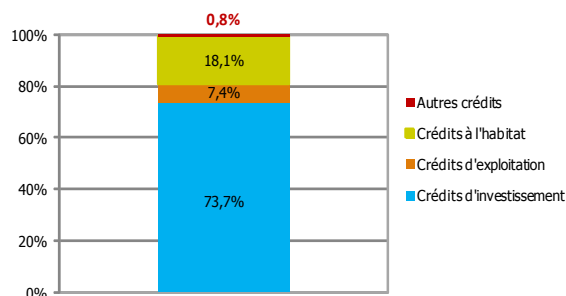
Avec 62,5 millions d'euros à fin septembre, les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** enregistrent une croissance de 3,5 % qui fait suite à trois mois de relative stabilité. En hausse de 15,7 % sur un an (+8,5 millions d'euros), les investissements immobiliers des entreprises représentent 18,1 % de l'encours sain de ces dernières.

Enfin, les **autres types de crédits** progressent fortement sur le trimestre (+11,5 %) mais concernent des niveaux d'encours relativement modestes. Ils s'élèvent à 2,9 millions d'euros au 30 septembre 2014 et enregistrent une croissance annuelle de 45,0 %.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



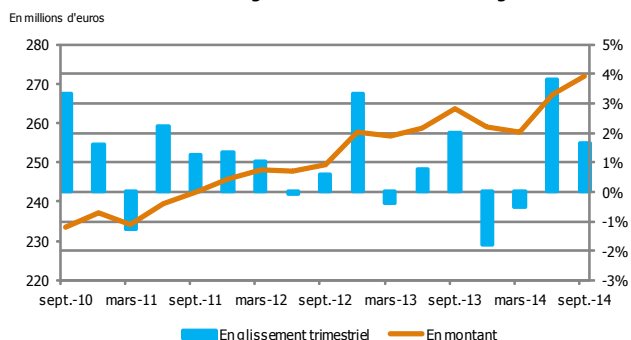
Une nouvelle hausse des crédits aux ménages

Après une hausse marquée au deuxième trimestre (+3,8 %), **l'encours sain de crédits accordés aux ménages** croît de nouveau au troisième trimestre, mais de manière moins prononcée (+1,6 %). Il s'établit à 271,8 millions d'euros au 30 septembre 2014 (+4,3 millions d'euros) soutenu par la reprise des crédits à l'habitat. Sur un an, les crédits aux ménages maintiennent une croissance dynamique (+3,0 %, soit +8,0 millions d'euros).

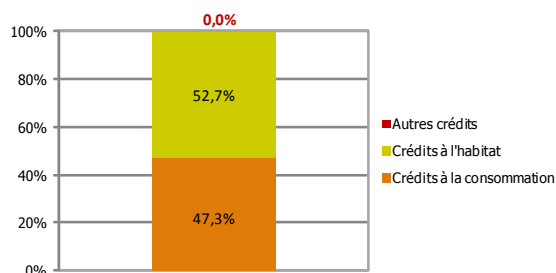
Indicateur important de l'économie mahoraise, les **crédits à l'habitat**, qui représentent 52,7 % des crédits accordés aux ménages, sont bien orientés à fin septembre (+5,1 %, soit +6,9 millions d'euros) après avoir diminué de 3,2 % au trimestre précédent. Ils atteignent 143,3 millions d'euros, soit leur plus haut niveau depuis septembre 2013. Sur les douze derniers mois, ils diminuent toutefois de 2,8 % (-4,1 millions d'euros).

La croissance des **crédits à la consommation** ne s'est pas poursuivie au troisième trimestre. À 128,5 millions d'euros, l'encours diminue de 2,0 % sur trois mois après une hausse de 12,3 % à fin juin 2014. Cette évolution s'explique essentiellement par le recul de 2,5 % sur trois mois (-3,2 millions d'euros) des crédits de trésorerie. Les comptes ordinaires débiteurs progressent pour leur part de 14,3 % sur le trimestre (+0,7 million d'euros) et comptabilisent 5,6 millions d'euros d'encours en septembre 2014. Sur un an, les crédits à la consommation enregistrent cependant une évolution dynamique (+10,4 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Un regain des crédits accordés aux collectivités locales

Après un ralentissement au deuxième trimestre (-4,2 %), les **crédits aux collectivités locales** repartent à la hausse au troisième trimestre (+2,6 %). Les collectivités locales totalisent désormais un encours sain de 178,3 millions d'euros. Les crédits d'investissement, qui représentent 98,0 % des crédits accordés aux collectivités, progressent de 2,7 %. Les crédits d'exploitation (2,0 % des encours) restent stables depuis mars 2014 et sont entièrement composés des comptes ordinaires débiteurs (3,5 millions d'euros). Sur un an, les crédits d'exploitation augmentent de 9,4 % tandis que l'encours total croît de 1,6 %, soit +2,8 millions d'euros (contre -1,4 % en juin 2014).

Une légère augmentation de la sinistralité

Au 30 septembre 2014, les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit augmentent et atteignent 51,7 millions d'euros (+1,0 million d'euros). Sur les douze derniers mois, les créances douteuses brutes diminuent toutefois de 1,7 % (-0,9 million d'euros). Le taux de créances douteuses, qui atteint 5,8 %, se détériore très légèrement (+0,1 point). Les créances douteuses des établissements de crédit installés localement (ECIL) progressent de 1,8 million d'euros et leur taux de créances douteuses croît de 0,3 point à 6,9 %.

Les provisions s'élevaient à 22,7 millions d'euros au 30 septembre, soit une hausse trimestrielle de 1,3 % (+18,2 % sur un an). Le taux de provisionnement s'établit à 43,8 % (+7,7 points pour les ECIL).

UNE BONNE ORIENTATION DE LA COLLECTE GLOBALE

Confirmant les bons résultats constatés au premier semestre, la collecte globale se renforce au troisième trimestre¹. Les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** progressent de 1,6 % pour atteindre 430,4 millions d'euros contre 423,7 millions d'euros à fin juin. La collecte globale affiche un nouveau record sur l'année et progresse de 8,8 % entre septembre 2013 et septembre 2014. Cette embellie, portée par la hausse conjointe des dépôts à vue et des placements liquides ou à court terme, concerne tous les agents économiques, en particulier les entreprises et les autres agents.

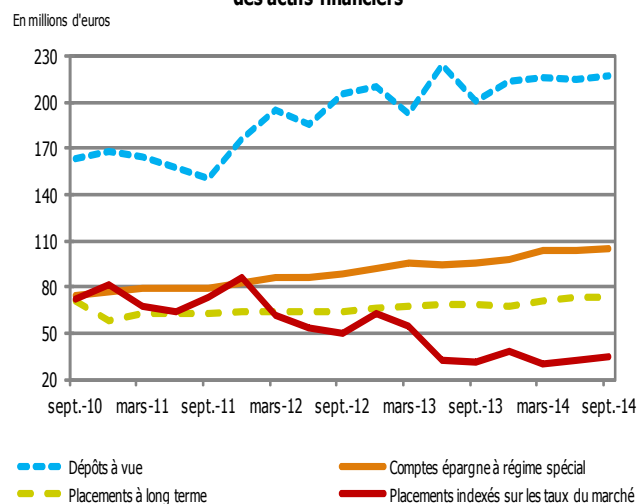
Après une légère baisse en juin 2014, les **dépôts à vue** retrouvent une croissance positive à fin septembre (+1,2 %, soit +2,5 millions d'euros sur le trimestre). Sur un an, ces derniers augmentent de 8,1 % (soit +16,2 millions d'euros). La tendance est similaire pour les **placements liquides ou à court terme** qui passent de 135,4 à 139,3 millions d'euros sur le trimestre (+3,9 millions d'euros) et qui se renforcent considérablement en un an (+10,4 %, soit +13,1 millions d'euros). **L'épargne à long terme**, qui comptabilise 73,8 millions d'euros d'encours, enregistre une croissance soutenue et régulière depuis décembre 2013 (+4,0 % en moyenne) même si elle est ralentie sur la dernière période (+0,5 %).

Baisse contenue de l'épargne des ménages

Contrairement aux sociétés non financières et aux autres agents, les ménages mahorais voient leur épargne se réduire très légèrement ce trimestre. Les **placements des ménages** reculent de 0,2 % (-0,6 million d'euros) après une baisse au trimestre précédent (-1,6 %, soit -4,1 millions d'euros). Leur progression annuelle reste cependant vive (+5,5 %, soit +12,7 millions d'euros) pour un niveau d'encours de 245,6 millions d'euros au 30 septembre. Les **dépôts à vue** des ménages mahorais se contractent de 2,7 % (-2,0 millions d'euros) après -1,5 % (-1,1 million d'euros) en juin. Leur croissance annuelle demeure dynamique (+3,8 %, soit +2,6 millions d'euros). Les **placements liquides ou à court terme** progressent faiblement sur la période (+0,8 %) mais enregistrent une forte augmentation sur un an (+10,3 %, soit +9,9 millions d'euros). La hausse des encours des comptes sur livret, en particulier du Livret A (en hausse de 22,8 % sur un an), contribue pleinement à cette augmentation.

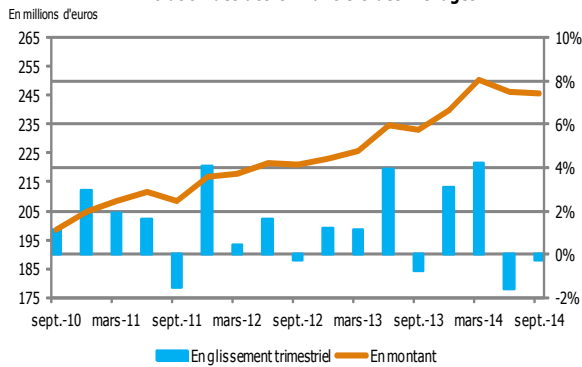
Enfin, l'évolution de **l'épargne à long terme** des ménages sur le trimestre est très modérée (+0,7 %). Après une hausse isolée au premier trimestre, avec un pic à 70,4 millions d'euros (+4,5 %), les placements à long terme des ménages retrouvent une certaine stabilité sur les deux derniers trimestres et se maintiennent au niveau de leur moyenne annuelle (68,1 millions d'euros).

Évolution des principales composantes des actifs financiers

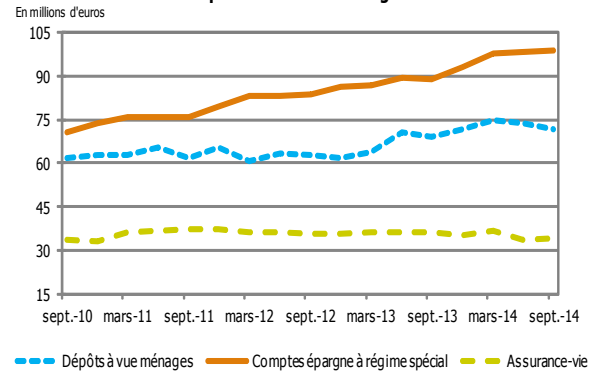


¹ Suite aux corrections apportées par un établissement de la place, les données du mois de juin 2014 concernant l'épargne à long terme ont été modifiées comme suit : l'épargne à long terme des sociétés financières passe de 0,0 à 6,0 millions d'euros. Celle des ménages passe de 56,7 à 67,3 millions d'euros (le montant des actions passe de 0,3 à 0,4 million d'euros, celui des obligations de 0,7 à 4,3 millions d'euros, les OPCVM non monétaires progressent de 0,8 à 1,1 million d'euros et les contrats d'assurances vie de 27,3 à 33,8 millions d'euros). Les comptes d'épargne à régime spécial des autres agents ne sont plus de 6,7 millions mais de 5,0 millions d'euros et les placements indexés sur les taux du marché de ces mêmes agents sont de 1,7 million d'euros au lieu de 5,0 millions d'euros. Au total, l'épargne à long terme s'établit à 73,4 millions d'euros et non 56,9 millions d'euros et le total des actifs atteint 423,7 millions d'euros au lieu de 407,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

Évolution des actifs financiers des ménages



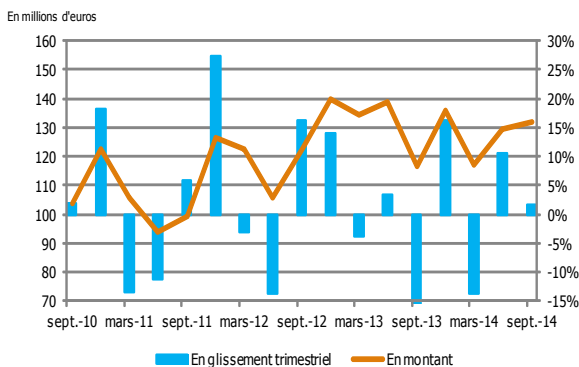
Évolution des principales composantes des placements des ménages



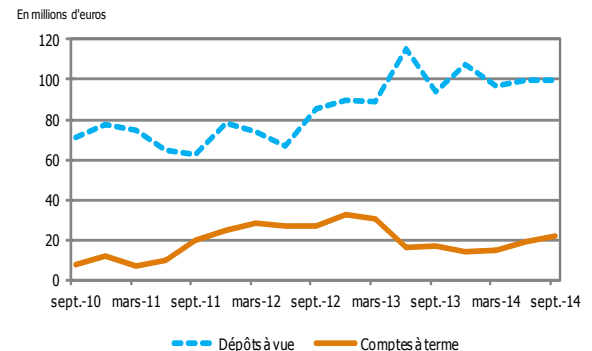
Stabilité des placements des entreprises

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** croissent de nouveau sur le trimestre (+1,7 %, après +10,5 % au deuxième) pour s'établir à 131,7 millions d'euros au 30 septembre. Cette évolution se justifie par la hausse continue des **placements liquides ou à court terme** qui atteignent 26,1 millions d'euros (+10,6 % sur le trimestre et +16,5 % en glissement annuel). L'**épargne à long terme** est stable (6,0 millions d'euros) après avoir fortement progressé en juin.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Forte progression des placements des autres agents

Après un repli au deuxième trimestre (-7,5 %), les **placements des autres agents** repartent à la hausse pour atteindre 53,2 millions d'euros au 30 septembre 2014 (+10,8 %). Les **dépôts à vue**, qui enregistrent leur plus haut niveau depuis deux ans, connaissent une croissance dynamique tant en rythme trimestriel (+11,4 %, soit +4,7 millions d'euros) qu'annuel (+20,8 %, soit +7,9 millions d'euros). Les **placements liquides ou à court terme** évoluent également de 7,5 % pour un niveau d'encours de 7,2 millions d'euros. L'**épargne à long terme** des autres agents se maintient à un niveau très modeste sur le trimestre (0,1 million d'euros).

MÉTHODOLOGIE

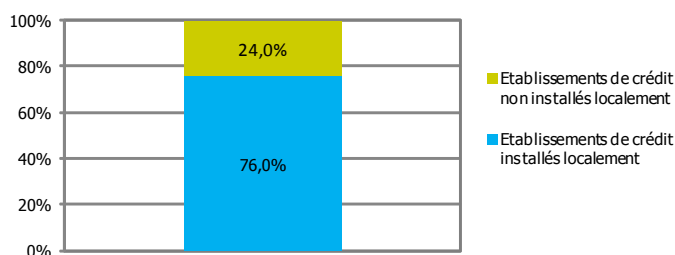
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

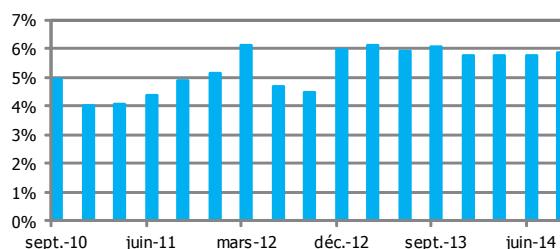
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	33,8	32,5	36,7	36,7	35,6	33,2	27,0	25,4	-5,9%	-30,8%
<i>Créances commerciales</i>	2,4	2,4	3,4	2,5	2,2	2,2	1,5	1,6	6,7%	-36,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	21,7	22,2	27,3	25,4	23,1	17,4	16,3	16,0	-1,8%	-37,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4,5	4,5	3,8	3,2	3,7	3,6	4,5	3,8	-15,6%	18,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,9	7,9	6,1	8,8	10,3	13,6	9,1	7,9	-13,2%	-10,2%
<i>Affacturage</i>	0,8								-	-
Crédits d'investissement	173,5	188,2	206,2	245,7	259,3	261,0	263,2	253,9	-3,5%	3,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	168,3	185,1	204,3	244,6	258,2	259,4	262,0	252,0	-3,8%	3,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,5	6,3	5,8	6,3	6,6	6,5	7,8	6,0	-23,1%	-4,8%
<i>Crédit-bail</i>	5,1	3,1	1,9	1,1	1,1	1,6	1,2	1,9	58,3%	72,7%
Crédits à l'habitat	49,3	48,0	57,0	54,0	60,8	60,9	60,4	62,5	3,5%	15,7%
Autres crédits	3,0	1,8	1,4	2,0	2,5	2,5	2,6	2,9	11,5%	45,0%
Encours sain	259,6	270,4	301,3	338,4	358,2	357,6	353,3	344,7	-2,4%	1,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	114,3	115,8	113,2	116,4	116,8	116,7	131,1	128,5	-2,0%	10,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	108,3	109,6	107,5	111,6	111,0	111,4	125,9	122,7	-2,5%	9,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,0	4,4	4,7	4,3	5,3	5,0	4,9	5,6	14,3%	30,2%
<i>Crédit-bail</i>	2,0	1,7	1,0	0,5	0,4	0,4	0,3	0,2	-33,3%	-60,0%
Crédits à l'habitat	119,2	126,6	136,1	147,4	142,2	140,9	136,4	143,3	5,1%	-2,8%
Autres crédits					0,1	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours sain	233,5	242,4	249,4	263,8	259,0	257,7	267,5	271,8	1,6%	3,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	14,3	3,1	6,6	3,2	3,7	3,5	3,5	3,5	-	9,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	6,1			0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	-	-90,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,2	3,1	6,6	3,2	3,2	3,5	3,5	3,5	-	9,4%
Crédits d'investissement	142,1	162,0	154,8	172,3	173,2	177,9	170,2	174,8	2,7%	1,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	142,1	162,0	154,8	172,3	173,2	177,9	170,2	174,8	2,7%	1,5%
Autres crédits	9,0	3,5	1,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
Encours sain	165,4	168,6	162,9	175,5	176,9	181,4	173,7	178,3	2,6%	1,6%
Autres agents										
Encours sain	70,2	69,8	42,6	40,5	39,5	39,5	39,0	39,8	0,0%	-1,8%
TOTAL										
Encours sain	728,7	751,2	756,2	818,1	833,5	836,2	833,4	834,6	0,1%	2,0%
<i>dont ECNIL</i>	202,0	205,5	175,9	191,0	184,1	197,0	196,4	200,6	2,1%	5,0%
Créances douteuses brutes	37,6	38,6	35,2	52,6	50,7	51,2	50,7	51,7	2,1%	-1,6%
<i>dont ECIL</i>	33,3	31,8	31,3	47,2	45,1	45,5	45,1	46,9	4,0%	-0,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	26,1	23,5	20,2	33,5	30,8	30,0	28,3	29,1	2,8%	-13,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	20,2	17,5	13,5	22,1	21,8	20,0	18,8	18,7	-0,7%	-15,5%
<i>(dt) Ménages</i>	5,6	6,0	6,7	10,0	9,0	10,0	9,4	9,6	2,5%	-3,6%
<i>Provisions</i>	11,5	15,1	15,0	19,2	19,8	21,2	22,4	22,7	1,3%	18,2%
<i>dont ECIL</i>	9,9	12,7	12,8	17,0	17,7	19,1	20,3	20,5	1,2%	20,9%
Encours brut total	766,3	789,8	791,4	870,8	884,2	887,4	884,1	886,3	0,3%	1,8%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,9%	4,4%	6,0%	5,7%	5,8%	5,7%	5,8%	+0,1 pt	-0,2 pt
<i>dont ECIL</i>	5,9%	5,5%	5,1%	7,0%	6,5%	6,6%	6,6%	6,9%	+0,3 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	30,6%	39,1%	42,6%	36,4%	39,2%	41,4%	44,2%	43,8%	-0,4 pt	+7,4 pt
<i>dont ECIL</i>	29,7%	39,8%	41,0%	36,1%	39,3%	41,9%	45,0%	43,8%	-1,2 pt	+7,7 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	103,6	99,4	122,6	116,6	135,6	117,2	129,5	131,7	1,7%	13,0%
Dépôts à vue	71,0	62,5	85,1	94,0	107,5	96,8	99,9	99,6	-0,3%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	32,4	36,7	37,3	22,4	28,0	20,3	23,6	26,1	10,6%	16,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	32,4	36,7	37,3	22,4	28,0	20,2	23,6	26,1	10,6%	16,5%
<i>dont comptes à terme</i>	7,9	19,5	26,6	16,9	13,9	15,2	19,2	22,2	15,7%	31,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2,0	8,6	5,1	4,2	5,1	5,1	4,2	3,9	-7,4%	-7,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	22,6	8,6	5,6	1,3	9,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	6,0	6,0	0,4%	2900,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,0%	700,0%
Ménages	198,7	208,5	220,8	232,9	240,1	250,3	246,2	245,6	-0,2%	5,5%
Dépôts à vue	61,5	61,6	62,8	69,2	71,5	74,9	73,8	71,8	-2,7%	3,8%
Placements liquides ou à court terme	79,9	84,7	94,0	96,1	101,3	105,0	105,1	106,0	0,8%	10,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	70,5	76,1	83,8	88,9	93,0	97,6	98,4	98,8	0,4%	11,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	58,7	60,4	63,6	63,6	65,5	69,0	67,9	68,2	0,4%	7,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	7,7	11,2	15,2	19,3	21,2	22,0	23,9	23,7	-0,8%	22,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	-6,3%	37,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	25,6%	100,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,3	0,4	0,5	1,1	1,3	1,4	1,4	1,5	5,1%	33,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,5	3,8	4,2	4,6	4,6	4,7	4,7	4,8	2,9%	5,5%
Placements indexés sur les taux de marché	9,4	8,6	10,3	7,2	8,2	7,4	6,7	7,2	7,2%	0,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	8,4	7,9	9,2	6,6	7,4	6,9	6,2	6,7	8,7%	0,9%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,0	0,7	1,0	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	-8,9%	-2,0%
Epargne à long terme	57,3	62,2	63,9	67,7	67,4	70,4	67,3	67,8	0,7%	0,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	16,4	18,4	21,0	24,5	25,6	26,8	27,6	27,9	1,1%	13,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont actions</i>	0,9	0,5	0,5	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,0%	135,3%
<i>dont obligations</i>	0,6	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	4,3	4,3	0,0%	561,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,5	5,6	6,0	5,8	5,7	5,8	1,1	1,1	-1,2%	-80,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	33,5	37,1	35,5	36,4	34,9	36,7	33,8	34,1	0,8%	-6,3%
Autres agents	77,2	57,5	65,3	46,1	40,8	51,9	48,0	53,2	10,8%	15,4%
Dépôts à vue	30,4	26,5	57,5	38,0	34,3	43,9	41,2	45,9	11,4%	20,8%
Placements liquides ou à court terme	33,4	30,8	7,5	7,8	6,4	7,9	6,7	7,2	7,5%	-7,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,4	2,9	4,8	6,1	4,9	5,6	5,0	5,6	12,7%	-8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	30,0	27,9	2,7	1,7	1,5	2,3	1,7	1,6	-7,5%	-5,9%
<i>dont comptes à terme</i>	29,3	27,9	2,7	1,7	1,5	2,3	1,7	1,6	-7,3%	-5,9%
Epargne à long terme	13,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	-7,4%	-66,7%
Total actifs financiers	379,5	365,4	408,7	395,6	416,6	419,4	423,7	430,4	1,6%	8,8%
Dépôts à vue	162,9	150,6	205,5	201,2	213,4	215,7	214,9	217,4	1,2%	8,1%
Placements liquides ou à court terme	145,7	152,2	138,9	126,2	135,6	133,1	135,4	139,3	2,9%	10,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	73,9	79,0	88,6	95,0	97,9	103,1	103,4	104,4	1,0%	9,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	61,1	62,6	67,9	68,6	69,2	72,4	71,9	72,9	1,4%	6,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	8,4	11,9	15,7	20,4	22,3	23,1	24,9	24,8	-0,4%	21,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	-6,3%	33,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	25,6%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,3	0,4	0,5	1,1	1,3	1,4	1,4	1,5	5,1%	36,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,5	3,8	4,2	4,6	4,6	4,7	4,7	4,8	2,9%	4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	71,8	73,2	50,2	31,2	37,7	30,0	32,0	34,8	8,6%	11,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	45,5	55,3	38,5	25,2	22,8	24,4	27,1	30,5	12,6%	21,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	-100,0%	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	22,6	8,6	5,6	1,3	9,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,4	9,3	6,1	4,7	5,9	5,6	4,8	4,4	-7,7%	-6,4%
Epargne à long terme	70,8	62,6	64,3	68,1	67,6	70,5	73,4	73,8	0,5%	8,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	16,5	18,7	21,2	24,8	25,7	26,9	27,7	27,9	0,7%	12,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0%	-54,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	-58,0%	-78,1%
<i>dont actions</i>	1,0	0,6	0,6	0,3	0,4	0,3	0,6	0,6	5,8%	100,3%
<i>dont obligations</i>	13,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	5,8	5,8	-0,8%	728,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,5	5,7	6,1	5,8	5,8	5,9	1,5	1,5	-0,9%	-74,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	33,5	37,1	35,5	36,4	34,9	36,7	37,6	37,9	0,7%	4,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : décembre 2014